

## **Nouveaux Termes de références Audit Financier intermédiaire et final pour le projet :**

*« Soutenir l'entraide en temps de crise – expérimentations et recommandations  
pour les différents acteurs et habitants des territoires »*

### **Généralités :**

**Entité :** Groupe Urgence Réhabilitation Développement

**Objet :** Audit du Projet : « Entraide en temps de crise »

**Périodes à auditer :** Tranche 1 (septembre 2024-décembre 2025) et fin de projet (avril 2027)

**Date limite de dépôts des offres :** 7 septembre 2025

**Date estimée de démarrage :**

Audit financier intermédiaire : janvier 2026

Audit financier final : mai 2027

**Lieux de l'audit :** 1406 Chemin de la Fontaine des Marins, 26170 PLAISIANS – L'ensemble des pièces justificatives auditées sur le projet seront mises à disposition de l'auditeur par voie numérique. Un audit à distance est préférable pour limiter les frais de déplacements.

## Table des matières

<b>I. Avant-propos (Présenter ici l’OSC et son objet) .....</b>	<b>3</b>
<b>II. Description du projet (Présenter le projet).....</b>	<b>3</b>
<b>III. Objectif de l’audit.....</b>	<b>8</b>
<b>IV. Organisation de l’audit .....</b>	<b>8</b>
<b>IV1. Méthodologie et approche de l’audit.....</b>	<b>8</b>
<b>V. Déroulement et Etendue de l’audit .....</b>	<b>8</b>
<b>V1. Réunion de cadrage avec l’auditeur.....</b>	<b>9</b>
<b>V2. La réalisation et la restitution de l’audit financier intermédiaire et final.....</b>	<b>9</b>
<b>VI. Rapports à fournir.....</b>	<b>9</b>
<b>VII. Documents de référence.....</b>	<b>10</b>
<b>VIII. Proposition technique et financière .....</b>	<b>10</b>
<b>IX. Traitements des applications.....</b>	<b>11</b>
<b>IX.1 Evaluation des applications.....</b>	<b>11</b>
<b>IX.2 Budget .....</b>	<b>11</b>
<b>X. Envoi des offres.....</b>	<b>11</b>
<b>XI. Annexes .....</b>	<b>12</b>
<b>XI.1 Budget du Projet .....</b>	<b>12</b>
<b>XI.2 Questionnaire à remplir par l’auditeur et à remettre à l’Agence Française de Développement .....</b>	<b>14</b>
<b>XI.3 Déclaration d’intégrité, d’éligibilité et d’engagement environnemental et social .....</b>	<b>20</b>

## I. Avant-propos

Fondé en 1993, le Groupe URD est un think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse des pratiques et le développement de politiques pour l'action humanitaire et la gestion des fragilités. Son expertise pluridisciplinaire, nourrie par des allers-retours permanents sur les terrains de crise et post-crise, lui permet d'appréhender le fonctionnement du secteur dans son ensemble. Attaché à l'échange de connaissances et à l'apprentissage collectif, il accompagne les acteurs de l'aide dans les processus d'amélioration de la qualité de leurs interventions.

## II. Description du projet « ENTRAIDE en temps de crise »

La fréquence, l'intensité et la nature même des catastrophes changent. Les ruptures en cours – climatique, politique et géopolitique, sanitaire, etc. – et souvent interconnectées questionnent les capacités des acteurs classiques de la réponse à intervenir. Les pays qui se croyaient protégés ou du moins préparés à ces crises prennent conscience que les secours et les institutions ne sont pas prêts face aux nouveaux risques systémiques.

Selon Hubert Falco, ancien ministre, dans son rapport « Pour des territoires plus résilients » remis au président de la république en juin 2023, face à la multiplication par cinq des catastrophes naturelles sur les 15 dernières années en France « **Nombre d'élus et d'acteurs de la sécurité civile partagent le sentiment d'être aujourd'hui au bout d'un système. (...) Le monde change et nous oblige à faire face à des enjeux inédits. Il nous impose de remettre en question notre manière d'être, de faire, nos pratiques, nos usages. Il faut désormais vivre avec le risque** ».

Les citoyens sensibilisés à ces risques et notamment les jeunes éprouvent souvent des difficultés à se projeter dans le futur ou encore souffrent d'éco-anxiété. D'après une étude publiée en septembre 2021 dans la revue The Lancet, « *Plus de 50% des 16-25 ans interrogés se sentiraient tristes, anxieux, en colère, impuissants et coupables face au dérèglement climatique.* » Les individus et groupes d'individus développent des stratégies de réponse visant à prévenir et à se protéger des effets de ces crises. Parmi ces stratégies, la tendance est au repli sur soi et à la préservation des modes de vie actuels<sup>1</sup>. En témoigne la montée des nationalismes en Europe ou encore l'opinion des Français·es sur l'immigration. Par ailleurs, la solitude et l'isolement social sont des phénomènes en hausse malgré l'importance des réseaux sociaux. Un rapport de la Fondation de France de 2020 soulignait ainsi que 13 % des jeunes de 18-29 ans étaient socialement isolés, contre 2 % en 2010<sup>2</sup>. La crise liée à l'épidémie de Covid-19 et la précarité de nombreux jeunes, accentuée par la récente inflation, n'ont fait qu'accroître cette tendance. Dans ce contexte, une partie de la jeunesse tend à se désintéresser des initiatives et dynamiques de mobilisation citoyenne en réponse aux problématiques sociétales comme les enjeux de développement durable (ODD).

---

<sup>1</sup> Groupe de concertation ECSI, Le Rôle Essentiel De L'éducation À La Citoyenneté Et À La Solidarité Internationale, novembre 2020. <https://www.afd.fr/fr/ressources/role-essentiel-education-citoyennete-et-solidarite-internationale-argumentaire-commun>

<sup>2</sup> CRÉDOC, 10 ans d'observation de l'isolement relationnel : un phénomène en forte progression, Fondation de France, décembre 2020.

Par ailleurs, bien souvent, les populations exposées, non préparées ni formées à vivre ces ruptures, s'entraident et s'autoorganisent dans la crise par des processus spontanés, endogènes et informels. L'exemple du COVID a marqué les esprits en mettant en lumière le potentiel d'organisation des citoyens et des acteurs locaux face à une situation pourtant inédite. Ces mêmes dynamiques sont régulièrement observées dans les contextes de crise et ont été étudiées lors des évaluations du Groupe URD ainsi que par plusieurs chercheurs académiques (Sandrine Revet<sup>3</sup>, Isabelle Desportes<sup>4</sup>, Alice Corbet<sup>5</sup>). Cependant, selon nos observations et les multiples évaluations de réponse aux catastrophes, les acteurs humanitaires et les secours ne s'appuient pas sur ce potentiel, et ce faisant, fragilisent ces dynamiques endogènes. Ce constat est par exemple ressorti des évaluations en temps réel menées au Liban (2020)<sup>6</sup> et en Ukraine (2022)<sup>7</sup>. A la suite de l'explosion dans le port de Beyrouth : *« il s'est avéré difficile d'impliquer les nombreuses petites ONG libanaises ainsi que les réponses spontanées dans la coordination globale : les questions ont été nombreuses face à ce mouvement de solidarité des libanais magnifique de générosité mais très désordonné »*. En Ukraine, l'expérience est similaire : *« La coopération entre les organisations internationales et les mécanismes ukrainiens [...] n'a pas été évident au début et reste encore largement insuffisant. Les acteurs de l'aide humanitaire, ceux de l'organisation du déplacement des personnes à l'étranger ou de l'organisation de l'approvisionnement alimentaire des personnes déplacées, n'ont pas nécessairement l'habitude de se coordonner avec les mairies et avaient rarement l'expérience de travailler avec des mécanismes informels de la société civile »*. Plus largement, la frustration et la colère des acteurs locaux envers le système international de l'aide s'exprime de plus en plus et sur de nombreux terrains de crise. En témoigne l'enquête réalisée par le Groupe URD pour le compte de la DG ECHO en 2022 qui a permis de recueillir la parole de plus de 300 acteurs locaux (sur 650 réponses).

Le présent projet vise ainsi à favoriser la connaissance de ces mécanismes d'entraide par les citoyens et les acteurs clés pour prévenir et agir en cas de catastrophe en faisant le lien entre les différents acteurs d'un même territoire qui n'entrent pas (ou trop peu) en interaction. Il valorisera les travaux du Groupe URD réalisés actuellement avec Pablo Servigne sur le sujet de l'entraide en temps de catastrophe sur plusieurs contextes sur le territoire français (études sur le Briançonnais, la Roya et l'île de la Réunion) et à l'international (études en Ukraine, au Tchad, en Australie).

---

<sup>3</sup> Revet Sandrine, Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2007

<sup>4</sup> Desportes Isabelle, Craindre le politique : la réponse humanitaire aux catastrophes dites « naturelles » en Birmanie (2015), Éthiopie (2016) et au Zimbabwe (2016-2019), Cahiers d'Outre-Mer, 2022

<sup>5</sup> Corbet Alice, Les différentes dimensions de la mémoire du séisme de 2010 en Haïti, Entre pratiques du quotidien et tentatives de mises en mémoire officielle, L'Espace Politique, 2020

<sup>6</sup> [https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/02/ETR\\_Beyrouth\\_GroupeURD\\_2020\\_web.pdf](https://www.urd.org/wp-content/uploads/2021/02/ETR_Beyrouth_GroupeURD_2020_web.pdf)

<sup>7</sup> [https://www.urd.org/wp-content/uploads/2022/09/Ukraine\\_RTErapport\\_GroupeURD\\_FR.pdf](https://www.urd.org/wp-content/uploads/2022/09/Ukraine_RTErapport_GroupeURD_FR.pdf)

**Le tableau décrit le projet financé par l'AFD :**

<b>Dates de début et de fin du projet</b>	32 mois (septembre 2024 – avril 2027)
<b>Budget total contractuel</b>	1 673 000 € (Subvention AFD 640 000 €)
<b>Lieux</b>	France : principalement mais pas exclusivement en Région Auvergne Rhône Alpes, notamment en Drôme (Plaisians et territoire des Baronnies). Il n'est pas exclu que certaines des restitutions de l'OS3 soient dirigées vers des acteurs à l'étranger.
<b>Exemption ou exception validée au moment de l'instruction, relative au risque de violation des sanctions financières</b>	N/A
<b>Objectifs de l'action</b>	<p><b>Objectif Global :</b> Renforcer les capacités et la volonté de s'entraider en temps de crises – actuelles et futures – par la prise de conscience, l'expérimentation et la compréhension des phénomènes d'entraide spontanés et des façons de les soutenir pour les différents acteurs et habitants des territoires</p> <p><u>Objectif Spécifique 1 :</u> Les différents acteurs et habitants des territoires ont accès à un socle de connaissances robuste sur l'entraide en temps de crise et coconstruisent des recommandations à travers des processus participatifs.</p> <p><u>Objectif Spécifique 2 :</u> La volonté et les capacités d'agir des individus/citoyens face aux crises sont renforcées grâce à la compréhension et l'expérimentation individuelle et collective de mécanismes d'entraide.</p> <p><u>Objectif Spécifique 3 :</u> La volonté et les capacités des acteurs de l'aide et des territoires (institutionnels ou issus de la société civile) à soutenir l'entraide spontanée sont renforcées grâce à la compréhension des mécanismes à l'œuvre et par l'expérimentation de situation de crise.</p>
<b>Bénéficiaires directs</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1) Les citoyens/individus préoccupés par les perspectives d'avenir, organisés au sein de mouvements ou non. Il s'agit de sensibiliser ces citoyens à l'entraide en temps de crise et de les inviter à se mobiliser</li> <li>2) Des intervenants en situation de crise (niveau national et local) : Collectivités et réseaux de collectivités territoriales, élus et décideurs politiques, acteurs de l'aide sociale et de l'ESS, sécurité civile et pompiers, ONG nationales et associations locales, Croix Rouge française. Ces acteurs seront invités à participer aux activités du projet et sensibilisés à l'entraide en temps de crises</li> </ol>
<b>Bénéficiaires indirects</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Individus téléspectateurs du documentaire sur ARTE</li> <li>- Jeunes de 18 à 30 ans touchés par la campagne de mobilisation de <i>On est prêt</i> sur les réseaux sociaux</li> </ul>

	<p>- Individus qui acquièrent les livrets à destination du « grand public »</p> <p>- Intervenants en situation de crise qui acquièrent le manuel disponible</p>
<p><b>Résultats attendus</b></p>	<p>R.1.1 : Une série de webinaires sur l'entraide en temps de crise (webinaires contextuels et thématiques) est organisée rassemblant des primo-répondants, des praticiens/aidants et des chercheurs</p> <p>R.1.2 : Des recommandations sont co-construites à travers des animations (mises en situations, retours d'expériences) faisant interagir les différents acteurs d'un territoire (citoyens, OSC, collectivités territoriales, sécurité civile)</p> <p>R.1.3 L'ensemble des résultats issus des études de cas (projet APIC3), de la littérature, des webinaires, des mises en situation est analysé pour consolider les messages clefs et recommandations.</p> <p>R.2.1 Une stratégie de diffusion des messages clefs/ livrables (documentaire, livrets) et de mobilisation citoyenne est définie et mise en œuvre pour susciter l'engagement individuel et collectif</p> <p>R.2.2 Un documentaire « grand public » vulgarisant les résultats de recherche et présentant des contextes et personnages en première ligne de l'entraide en situation de crise est produit et diffusé très largement à une heure de grande écoute.</p> <p>R.2.3 Deux livrets (20 à 30 pages max chacun) à destination du « grand public » sont publiés et diffusés qui vulgarisent les messages clefs sur l'entraide, selon des angles spécifiques</p> <p>R.3.1 Les acteurs de l'aide et des territoires sont ciblés par des messages clefs spécifiques et via des médias adaptés</p> <p>R.3.2 Un manuel est développé et diffusé à destination des acteurs institutionnels de l'aide/des secours présentant les recommandations de ce qu'il faut faire et ne pas faire pendant, mais aussi avant et après les crises, pour soutenir l'entraide</p> <p>R.3.3 Des documents pédagogiques et des notes d'orientation pour la mise en place d'exercices de mise en situations faisant interagir les différents acteurs d'un territoire (citoyens, OSC, collectivités territoriales, sécurité civile) sont disponibles</p>
<p><b>Activités principales</b></p>	<p>A.1.1.1 Préparer le cycle de webinaires, identifier les contextes/sujets et les intervenants, communiquer et gérer les inscriptions</p> <p>A.1.1.2 Préparer et animer chaque webinaire avec les intervenants</p> <p>A.1.1.3 Consigner les messages clefs et recommandations</p> <p>A.1.2.1 Préparer ou participer à la préparation des exercices, notamment sur la question de la participation citoyenne et de l'entraide</p> <p>A.1.2.2 Animer ou participer à l'animation des exercices sur les territoires, notamment sur la question de la participation citoyenne et de l'entraide</p> <p>A.1.2.3 Consolider les messages clefs et les recommandations issus de ces exercices sur la question de la participation citoyenne et de</p>

	<p>l'entraide</p> <p>A.1.3.1 Analyser de façon transversale les résultats des études de cas, en tirer les messages clefs et recommandations</p> <p>A.1.3.2 Consolider, prioriser et organiser les résultats pour leur diffusion en fonction des public cibles et des media</p> <p>A.1.3.3 Rédiger et publier un article scientifique</p> <p>A.2.1.1 Préparer la stratégie collectivement</p> <p>A.2.1.2 et animer la campagne de mobilisation citoyenne</p> <p>A.2.1.3 Profiter d'événements grand public (ex : festivals « Solidays » ou « Fête de l'Humanité », etc.) pour diffuser les messages clefs/ livrables (réalisation de stands de sensibilisation, intervention dans les espaces d'échange et de débat, etc.)</p> <p>A.2.2.1 Élaborer et déposer le préprojet de documentaire auprès des diffuseurs (ARTE, CNC, ...) – déjà en cours fin 2023</p> <p>A.2.2.2 Développer le projet en partenariat entre l'équipe projet et les réalisateur et producteur</p> <p>A.2.2.3 Réaliser et diffuser le documentaire (activité des réalisateur, producteur et diffuseur) avec l'implication de l'équipe-projet</p> <p>A.2.3.1 Rédiger des livrets</p> <p>A.2.3.2 Traduire les livrets en anglais</p> <p>A.2.3.3 Publier et diffuser les livrets</p> <p>A.3.1.1 Adapter les messages clefs selon les supports de diffusion et produire des supports appropriés</p> <p>A.3.1.2 Diffuser ces messages clefs et les relayer auprès/via les partenaires</p> <p>A.3.1.3 Animer une série d'interventions au sein de l'administration, collectivités territoriales, centres de formation pour les fonctionnaires des collectivités territoriales, des acteurs de l'aide internationale</p> <p>A.3.2.1 Rédiger le manuel, le valider avec un groupe d'acteurs de l'aide – le traduire en anglais</p> <p>A.3.2.2 Le publier et le rendre disponible publiquement</p> <p>A.3.2.3 Organiser des sessions de présentation</p> <p>A.3.3.1 Finaliser les supports de mise en situation grâce à un retour d'expériences consolidé des mises en situation (cf. OS1)</p> <p>A.3.3.2 Rendre disponibles ces supports de mises en situation auprès des relais identifiés</p> <p>Activités transversales :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les activités de coordination et de gestion de projet pour piloter le projet et rendre compte de la bonne utilisation des ressources.</li></ul>
--	---

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les activités d’animation, intégrées dans le rôle de direction stratégique du projet.</li> <li>• Les activités de suivi, d’apprentissage et d’évaluation. Tout au long du projet, des données seront collectées afin de suivre et analyser les processus de mise en œuvre, et réorienter si besoin les activités. En fin de projet, un travail de capitalisation finale et une évaluation seront réalisés afin d’identifier les opportunités de poursuite, de répliation dans d’autres zones et/ou dans d’autres pays.</li> </ul>
--	--

### III. Objectif de l’audit

Le projet mis en œuvre par le Groupe URD, financé à hauteur de 38% par l’AFD, doit faire l’objet d’un audit financier externe (intermédiaire et final) pour les dépenses réalisées au sein du projet. Le terme ici utilisé d’« audit financier » du projet s’apparente précisément à une mission d’exécution de procédures convenues en matière financière, conformément à la norme d’audit ISRS400 de l’IFAC ; il n’est pas attendu un audit financier de projet (qui serait à réaliser selon les normes d’audit ISA). La recherche de l’auditeur externe est l’objectif des termes de référence ici présents.

L’auditeur sélectionné devra exprimer une opinion professionnelle et indépendante sur le rapport financier établi par le Groupe URD pour les dépenses mises en œuvre dans le cadre du projet. L’auditeur devra :

- Respecter la liste des vérifications à accomplir, présentée en annexe XI,
- S’assurer de la conformité du rapport financier au modèle requis par l’AFD,
- S’assurer de l’éligibilité des dépenses effectuées durant le projet et reportées dans le rapport financier
- Se prononcer sur le respect des procédures listées dans la Convention de financement avec l’AFD et dans le guide méthodologique du dispositif d’appui aux OSC de l’AFD (<https://www.afd.fr/fr/les-organisations-de-la-societe-civile>)
- Certifier le rapport financier présenté à l’AFD

### IV. Organisation de l’audit

#### IV1. Méthodologie et approche de l’audit

Le consultant proposera une note méthodologique pour la réalisation de cet audit. Celle-ci devra notamment préciser la méthodologie d’échantillonnage permettant d’assurer la représentativité des dépenses à contrôler au niveau global et pour chaque rubrique budgétaire.

#### IV2. Lieu d’Intervention

Les interventions se dérouleront principalement au siège de Groupe URD, situé 1406 La fontaine des Marins, 26170 PLAISIANS, et/ou à distance (dans ce cas, il sera demandé à l’auditeur de préciser la méthode de contrôle à distance).

### V. Déroulement et Etendue de l’audit

L’audit se déroulera en deux temps.

## **V1. Réunion de cadrage avec l'auditeur**

Cette réunion devra se tenir dans le mois suivant la signature du contrat. L'objectif principal de cette réunion est une bonne compréhension par le Groupe URD du périmètre et des modalités de contrôle de l'audit. Elle doit lui permettre de renforcer les procédures internes indispensables au respect de ses obligations contractuelles afin, à terme, de faciliter le travail de contrôle de l'auditeur et de limiter au maximum le taux de dépenses inéligibles constatées en fin d'exécution de projet. Cette réunion peut également permettre à l'auditeur d'émettre des recommandations au Groupe URD en début de projet.

## **V2. La réalisation et la restitution de l'audit financier intermédiaire et final**

L'examen comprendra comme tâches principales de :

- S'assurer que toutes les dépenses ont été encourues conformément aux dispositions prévues dans la Convention de financement et dans le guide méthodologique du dispositif d'appui aux OSC de l'AFD, avec une vigilance particulière sur les engagements relatifs à la passation des marchés.
- Vérifier les critères d'éligibilité des dépenses reportées dans le rapport financier
- Vérifier les ressources affectées au projet et la bonne imputation des dépenses par bailleur.

Les critères d'éligibilité des dépenses sont principalement les suivants :

- Les dépenses ont été réellement encourues et ce pendant la période couverte par la Convention de financement
- Les dépenses encourues étaient prévues au budget et sont classées dans la bonne catégorie budgétaire.
- Les dépenses encourues étaient nécessaires à la mise en œuvre du projet
- Les dépenses encourues et reportées dans le rapport financier ont été enregistrées et allouées au projet dans le système comptable du Groupe URD ou dans celui de ses partenaires conformément aux normes de comptabilité applicables dans le pays d'établissement de ces derniers et aux pratiques comptables habituelles.

L'audit devra par ailleurs vérifier le respect du corpus procédural tel que présenté au moment de la revue du corpus procédural analysé par le Cabinet désigné et validé par l'AFD (questionnaire conformité OSC) et le respect du corpus procédural tel que décrit et validé dans le questionnaire projet.

L'auditeur réalisera l'ensemble des vérifications mentionnées dans la liste de vérification en Annexe XI. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

## **VI. Rapports à fournir**

A l'issue de la réunion de cadrage décrite dans la partie V1 l'auditeur rédigera, en toute indépendance, une note de cadrage qui consignera ses principales recommandations pour la mise en œuvre de l'audit financier.

La réalisation de l'audit financier décrite dans la partie V2 devra avoir lieu après la fin de chaque tranche du projet (date prévisionnelle de fin Tranche 1 : 31/12/2025 / date de fin prévisionnelle Tranche 2 : 30/04/2027).

Le rapport d'audit de la Tranche 1 devra être fourni dans les trois qui suivent la fin de la Tranche et celui de la Tranche 2 dans les 6 mois qui suivent la fin du projet. Il doit impérativement justifier la vérification des dépenses, apporter des commentaires sur chacun des contrôles. Il doit indiquer le montant des dépenses déclarées inéligibles (également commenté pour chaque dépense concernée). Les procédures de mise en concurrence, les rétrocessions et les valorisations doivent également être évaluées et commentées.

La liste de vérification (cf. annexe XI2) doit être annexée au rapport d'audit.

Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.

## **VII. Documents de référence**

- Convention de financement du projet entre le Groupe URD et l'AFD
- Le guide méthodologique du dispositif d'appui aux OSC de l'AFD, en fonction de l'AMI auquel le projet a été déposé et sélectionné, est disponible sur le site de l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/financements-projets-ong#11154>
- Conventions entre le Groupe URD et chaque partenaire du projet
- Les rapports narratifs du projet
- Le rapport financier du projet
- Le budget détaillé du projet
- Les pièces justificatives nécessaires aux vérifications

## **VIII. Proposition technique et financière**

Le consultant invité à soumissionner devra fournir les éléments suivants au Groupe URD :

Une proposition technique qui devra indiquer :

- La méthodologie proposée pour la conduite de l'audit
- Les références et expériences du consultant (3 pages maximum) ;
- Le CV du ou des intervenants et la répartition des responsabilités ;
- Le calendrier prévisionnel d'intervention ainsi qu'une estimation des charges en hommes/jours ;

Une proposition financière qui devra indiquer :

- Les coûts totaux de l'audit en EUR TTC
- Les modalités de paiement (échancier)

Le profil du consultant :

- L'associé signataire du rapport doit être un expert-comptable diplômé et membre des associations professionnelles des Experts Comptables.
- Les personnels associés devront avoir une expérience dans les audits projets financés par les bailleurs publics français.
- Application de standards professionnels reconnus (IFAC, IDEAS, ...)

La Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social complétée et signée par la personne habilitée, si le marché est supérieur ou égal à 20 000 euros (cf. Annexe XI.3).

## IX. Traitements des applications

### IX.1 Evaluation des applications

Le Consultant sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût :

- Offre technique : compréhension des TDR, méthodologie, expériences du ou des consultants
- Offre financière : tarifs journaliers, nombre de jours proposés, frais annexes, offre globale correspondant au budget disponible

L'évaluation technique suivra la grille d'évaluation suivante :

<b>Critères</b>	
<b>OFFRE TECHNIQUE</b>	<b>70%</b>
Compréhension des TDR/Présentation de la méthodologie utilisée	10%
Références et expériences du consultant	30%
<i>Expériences d'audit de structures ONG</i>	10%
<i>Expériences d'audit de projets internationaux</i>	10%
<i>Expérience dans l'audit de financement public</i>	10%
CV du ou des intervenants/partage des responsabilités	10%
Calendrier prévisionnel d'intervention/estimation des charges en jour/homme	20%
<b>OFFRE FINANCIERE</b>	<b>30%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

Une fois les offres reçues et analysées, les demandeurs se réservent le droit de négocier les propositions avec les candidats présélectionnés.

Le demandeur se réserve également le droit de ne sélectionner aucun candidat si aucune offre n'était jugée satisfaisante.

Toute information concernant le projet « Entraide en temps de crise » et incluse dans les documents de cet appel d'offres ou fournie séparément doit être traitée de façon strictement confidentielle par le prestataire. Les demandeurs acceptent de ne divulguer ou publier aucune information relative à cet appel à d'offres.

De la même façon, tout document fourni par le prestataire sera considéré comme confidentiel.

### IX.2 Budget

Le budget maximum pour l'audit est de 10 000 euros toutes taxes comprises et toutes missions sur le terrain, incluses.

## X. Envoi des offres

Dans le cadre de cet appel d'offre restreint, les offres sont à envoyer, par mail, en langue française, avec en objet la référence : URD\_AFD\_ENTRAIDE, impérativement à l'adresse [administration@urd.org](mailto:administration@urd.org) avec demande d'accusé de réception.

Date limite d'envoi des candidatures : le 7 septembre 2025 à minuit.

## XI. Annexes

### XI.1 Budget du Projet

N° projet : Tranche 1 : 16 mois Tranche 2 : 16 mois	Total dépenses prévisionnelle s (convention) (en €)	Dépenses prévisionnelle s (convention) Tranche 1 (en €)*	(automatique) Dépenses prévisionnelle s (convention) Tranche 2 (en €)	(automatique) Part des dépenses prévisionnelles /total dépenses prévisionnelle s (convention) (en %)
Types de dépenses (en €) (à détailler et sigles à expliciter)				
<b>1- Immobilier, équipements technique et mobilier</b>				
- Dont immobilier, locaux, terrains, infrastructures.			0	0%
			0	0%
- Dont équipements techniques et véhicules			0	0%
			0	0%
- Dont logiciel filtrage			0	0%
			0	0%
- Dont mobilier			0	0%
			0	0%
			0	0%
<b>Sous total 1 - Immobilier, équipements techniques et mobilier</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>2- Frais de services, achats et locations</b>				
- Dont intrants, matières premières, marchandises et autres approvisionnements				
TOTAL Services			0	0%
			0	0%
- Dont fournitures et consommables				
Matériel informatique	3 200	1 600	1 600	0%
Fournitures générales	0	0	0	0%
- Dont locations hors leasing (salles, véhicules, bureau...)				
Location véhicule	0	0	0	0%
Hébergement	6 000	3 000	3 000	0%
Salle		0	0	0%
- Dont frais de documentation, de publication et de diffusion				
Abonnements	0	0	0	0%
Impressions	3 750	0	3 750	0%
			0	0%
- Dont autres achats et services extérieurs (téléphone, internet...)				
Frais colloques / ateliers	1 500	2 508	-1 008	0%
Licences informatiques	0	0	0	0%
			0	0%
<b>Sous total 2 - Achats et services extérieurs</b>	<b>14 450</b>	<b>7 108</b>	<b>7 342</b>	<b>1%</b>
<b>3- Frais d'études, de consultations et de prestations externes (dont audit et évaluation)</b>				
- Dont frais de services spécifiques au projet (gardiennage, entretien, maintenance...)			0	0%
			0	0%
			0	0%
	0	0	0	0%
- Dont prestations externes spécifiques au projet (experts honorariés, sous-traitance, études techniques...)				
Consultant externe	151 280	31 600	119 680	9%
Graphiste	10 000	3 333	6 667	1%
Développeur	0	0	0	0%
Ingénierie pédagogique	0	0	0	0%
Vidéo	0	0	0	0%
- Dont évaluation externe				
Evaluation projet	25 000	0	25 000	1%
- Dont audit externe (obligatoire pour tous les projets)				
Audit	10 000	0	10 000	1%
<b>s total 3 - Frais de services, d'études et de prestations externes</b>	<b>196 280</b>	<b>34 933</b>	<b>161 347</b>	<b>12%</b>

<b>4- Frais de voyages, de déplacements et de mission liés au projet</b>				
Transport France	7 000	1 000	6 000	0%
Perdiem France	5 700	1 800	3 900	0%
Perdiem international	3 600	0	3 600	0%
Transport internationaux	8 000	0	8 000	0%
			0	0%
			0	0%
			0	0%
			0	0%
<b>Sous total 4 - Frais de voyages, de déplacements et de mission liés au projet</b>	<b>24 300</b>	<b>2 800</b>	<b>21 500</b>	<b>1%</b>
<b>5- Activités non ventilables (hors coût RH ou honoraires)</b>				
Production du film	950 000	285 000	665 000	57%
Pré-production	7 151	7 151	0	0%
			0	0%
			0	0%
			0	0%
			0	0%
			0	0%
<b>Sous total 5 - Activités non ventilables</b>	<b>957 151</b>	<b>292 151</b>	<b>665 000</b>	<b>57%</b>
<b>6-Ressources Humaines (renvoi à l'Onglet "Répartition RH" à compléter obligatoirement)</b>				
Total Ressources Humaines	274 280	143 700	130 580	16%
<b>Sous total 6 - Ressources Humaines</b>	<b>274 280</b>	<b>143 700</b>	<b>130 580</b>	<b>16%</b>
<b>7- Fonds redistributifs (ne concernent pas les rétrocessions)</b>				
- Dont fonds d'appels à projets			0	0%
			0	0%
- Dont fonds d'urgence (appui juridique...)			0	0%
			0	0%
- Dont autres fonds (microcrédit, microgarantie, microparticipation...)			0	0%
			0	0%
<b>Sous total 7 - Fonds redistributifs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>A-Sous-total coûts directs (1+2+3+4+5+6)</b>	<b>1 466 461</b>	<b>480 692</b>	<b>985 769</b>	<b>88%</b>
B - Divers et imprévus (5% maximum de la ligne A)	1 083		1 083	0%
<b>C-Total coûts directs (A+B)</b>	<b>1 467 544</b>	<b>480 692</b>	<b>986 852</b>	<b>88%</b>
<b>D-Coûts indirects</b>	<b>205 456</b>	<b>67 297</b>	<b>138 159</b>	<b>12%</b>
- % maximum de la ligne C (défini dans l'AMI concerné)	205 456	67 297	138 159	12%
<b>TOTAL GENERAL (C+D)</b>	<b>1 673 000</b>	<b>547 989</b>	<b>1 125 011</b>	<b>100%</b>
<i>contrôles totaux onglet 'Ressources'</i>	0	0	0	
		33%	67%	
<b>06/07/2024, CHAUSSONNIERE Aurore, DIRECTRICE FINANCIERE et SIGNATURE (dûment habilitée)</b>	 			
<p>* Cette colonne peut intégrer également les modifications de dépenses validées par un ANO de l'AFD accordé après la  ** A titre exceptionnel, cette colonne sera renseignée si l'OSC prévoit des écarts de dépenses d'une ou plusieurs rubriques  *** Cette colonne peut intégrer également une modification des dépenses par ANO ou avenant relatif à la tranche 2. Ces</p>				

## XI.2 Questionnaire à remplir par l'auditeur et à remettre à l'Agence Française de Développement

### LISTE DE VERIFICATION AUDIT FINANCIER

L'auditeur retenu au titre de l'appel d'offres s'engage à réaliser l'ensemble des vérifications suivantes, et à **annexer cette liste complétée et signée au rapport d'audit intermédiaire ou final**. Si certains points n'ont pas pu être vérifiés, il conviendra de le préciser et d'en donner la raison dans la lettre de management.

<b>Auditeur (nom/statut/adresse) :</b>
<b>Certification/qualification :</b>
<b>OSC ou partenaire audité :</b>
<b>Dates de l'audit et période couverte :</b>
<b>N° convention AFD</b>
<b>Montant audité :</b>
<b>Tranches : Compte-rendu tranche 1 (intermédiaire) ou compte-rendu de la Tranche 2 (final) : préciser</b>

<b>1. QUESTIONS DE CONTRÔLE</b>	<b>Oui, le point a été vérifié</b>	<b>Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié</b>
<b>1.1. Modalités du contrôle</b>		
Une réunion de cadrage entre l'auditeur et l'OSC a-t-elle été tenue dans les 12 premiers mois de mise en œuvre du projet ?		
L'échantillonnage des dépenses à vérifier a-t-il été défini de façon indépendante par l'auditeur ?		
Avant AMI 2023 : L'échantillon de dépenses à vérifier est-il supérieur à 50% du montant total des dépenses du projet ? <b>A partir AMI 2023 : L'échantillon de dépenses à vérifier est-il supérieur à 60% du montant total des dépenses du projet ?</b>		
Chaque rubrique du budget a-t-elle fait l'objet de vérifications pour un montant significatif ?		
Le contrôle des dépenses gérées localement a-t-il été effectué par l'auditeur ? Si cela est le cas, veuillez expliciter la méthode de		

1. QUESTIONS DE CONTRÔLE	Oui, le point a été vérifié	Rajouter un commentaire si le point n'a pas pu être vérifié
<b>1.1. Modalités du contrôle</b>		
contrôle (déplacement sur le terrain, association avec un cabinet d'audit local, remontée des pièces locales au niveau du siège, etc.) ?		
<b>1.2. Obligations contractuelles</b>		
Les documents contractuels (formulaire de candidature, convention de financement, accord de partenariat) existent-ils ; sont-ils signés et datés ?		
Existe-t-il un système clair de gestion comptable et financier ? Les responsabilités de l'OSC, de la coordination du projet, de la gestion et des contrôles financiers ont-elles été clairement définies ?		
Les dispositions incluses dans la convention ainsi que celles prévues par le guide méthodologique en vigueur au moment de l'octroi ont-elles été respectées ?		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cadre procédural tel que décrit dans le questionnaire « conformité OSC est-il bien respecté ?</li> <li>- Les procédures et mesures décrites dans le questionnaire « conformité projet » ont-elles bien été respectées ?</li> <li>- L'engagement contractuel et l'absence de mise à disposition de fonds à des personnes listées dans le cadre du projet sont-ils respectés ? Le contrôle du respect de l'engagement pourra être fait par tous moyens adaptés (incluant le filtrage), sur la base d'un échantillon de dépenses (comportant le cas échéant des transferts monétaires et/ou ressources économiquement exploitables) financées au moyen de la subvention octroyée par l'AFD</li> <li>- Lorsque le projet s'inscrit dans le cadre d'une exemption, d'une exception, d'une dérogation ou de mesures alternatives au filtrage le projet répond-il bien aux cadres prévus par la fiche outil 10 du guide méthodologique du dispositif « Initiatives OSC » ?</li> </ul>		
<b>1.3. Analyse du plan de financement</b>		
Le plafond appliqué aux valorisations de 25 % maximum du budget total du projet a-t-il bien été respecté ? Point d'attention, les valorisations ne peuvent pas apparaître dans les contributions de l'AFD et des ministères français.		
Les modalités de calcul des valorisations explicitées dans le guide méthodologique ont-elles bien été respectées ?		

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le budget convenu contractuellement a-t-il été globalement respecté, dans la limite des règles définies par rubrique budgétaire et partenaire?</li> <li>- Si vous avez constaté une variation supérieure ou égale à 20% du total de chacune des rubriques budgétaires, a-t-elle fait l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD ?</li> </ul>		
<p>Les critères relatifs aux ressources ont-ils été respectés (% maximum de co-financement et part des subventions d'origine privée le cas échéant) ?</p>		
<p>Les ressources indiquées dans le compte rendu final sont-elles bien celles affectées au projet ? (bonne imputation des dépenses par bailleur)</p>		
<p>Si vous avez constaté une modification substantielle du plan de financement, du pourcentage de financement de l'AFD ou des co-financiers, a-t-elle fait l'objet d'un avis de non objection de la part de l'AFD ?</p>		
<p>Dans le tableau des dépenses, les plafonds prévus par le guide méthodologique ont-ils bien été respectés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La rubrique « divers et imprévus » est plafonnée à 5 % du total des coûts directs du projet (hors frais administratifs et de structure)</li> <li>- Les coûts indirects sont plafonnés à un % maximum des coûts directs du projet, tel d'indiqué dans l'AMI auquel a été déposé et sélectionné le projet</li> </ul>		
<p>Les partenaires et parties prenantes bénéficiaires de rétrocessions ont-ils été systématiquement signalés à l'AFD ?</p>		
<p><b>1.4. Vérification du système comptable</b></p>		
<p>Dans la comptabilité de l'OSC, existe-t-il un code analytique dédié aux recettes et dépenses induites par le projet ?</p>		
<p>Le montant indiqué dans le rapport d'exécution peut-il être réconcilié avec une liste de dépenses extraite du système comptable?</p>		
<p>Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense une facture ou une pièce comptable d'une valeur probante équivalente ?</p>		
<p>Le système d'enregistrement permet-il d'attribuer à chaque dépense un justificatif de paiement (généralement un relevé bancaire, une confirmation de virement bancaire, un ticket de caisse) ?</p>		

1.5. Contrôle des dépenses		
<p><b><u>Conformité à la législation applicable</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les règles communautaires (OSC françaises) ou nationales (OSC de droit local) ont-elles été respectées ?</li> <li>- Le processus de passation de marché public est-il conforme concernant :           <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les règles de passation de marché public européennes et nationales/ internes et celles stipulées dans la convention.</li> <li>▪ La documentation sur le respect de la procédure retenue (candidatures, lettres de rejet, notification, contrat).</li> <li>▪ Les principes de transparence, de non discrimination, de traitement équitable et de respect de la concurrence ont-ils été respectés ?</li> </ul> </li> </ul>		
<p><b><u>Contrôle de l'éligibilité des dépenses</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses sont-elles conformes aux critères d'éligibilité explicités dans le guide méthodologique ?</li> <li>- A-t-on obtenu l'assurance que la dépense n'a pas déjà été subventionnée par un autre financement (UE, régional, local ou autre) non déclaré au plan de financement ? Des contrôles existent-ils afin d'éviter le double-financement ?</li> </ul>		
<p><b><u>Dépenses de personnel</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses sont-elles bien liées aux employés de l'OSC ou autrement justifiées au titres des actions prévues dans la convention?</li> <li>- Les charges de personnel sont-elles justifiées par des documents tels que les contrats de travail, les bulletins de paie (ou tout autre document de valeur probante équivalente), justificatifs de paiement, détail des calculs pour la détermination du coût unitaire du personnel (jour, semaine, mois), fiches de pointage, feuilles de temps spécifiques au projet ?</li> <li>- Le calcul repose-t-il sur les coûts réels (salaires bruts + obligations contractuelles de l'employeur pour l'employé ayant effectivement travaillé sur le projet) ?</li> <li>- Lorsque le personnel ne travaille pas à temps plein sur le projet, le calcul du prorata est-il basé sur une méthode tracée et vérifiable ?</li> </ul>		
<p><b><u>Voyage et hébergement</u></b></p>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses de déplacement, perdiem et d'hébergement ont-elles été déclarées conformément à une réglementation interne établie par l'OSC ?</li> <li>- Les voyages auxquels ces dépenses se rapportent sont-ils justifiés par les objectifs du projet tels qu'ils étaient prévus dans la demande initiale ?</li> <li>- Les déplacements sont-ils circonscrits aux zones géographiques couvertes dans le projet ? Si extérieurs, ont-ils été explicitement validés avec l'AFD ?</li> <li>- Les dépenses de déplacement et d'hébergement sont-elles exclusivement liées à des voyages effectués par des intervenants du projet identifiés par l'OSC ou ses partenaires ?</li> </ul>		
<p><b><u>Les dépenses d'équipement</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le matériel acheté a-t-il été prévu initialement dans la demande de financement ? Si ce n'est pas le cas, y a-t-il une validation de l'AFD par ANO conformément aux dispositions du guide méthodologique (seuil de matérialité &gt; 10 000 €) ?</li> <li>- Dans le cas où un bien matériel est valorisé, la méthode d'amortissement est-elle conforme à celle prévue par le guide méthodologique ?</li> <li>- Si le matériel n'a pas uniquement été utilisé pour le Projet, seule une part des coûts réels est-elle allouée au projet ? Cette part est-elle calculée selon une méthode équitable et justifiée ?</li> </ul>		
<p><b><u>Expertises externes</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses sont-elles liées aux éléments prévus sur cette ligne budgétaire d'après les caractéristiques mentionnées dans la demande de financement ?</li> <li>- Le recours à l'expertise externe a-t-il été réalisé en conformité avec les règles de mise en concurrence et de passation stipulées dans la convention ?</li> </ul>		
<p><b><u>Taux de change</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La méthode de conversion appliquée par l'OSC a-t-elle été expliquée et le taux vérifié ?</li> <li>- Cette méthode est-elle conforme aux dispositions de l'Article 3.2.3 de la convention ?</li> <li>- Le Bénéficiaire a-t-il spécifié la manière dont il utilisera les sommes générées par les gains de change et compensera les pertes de change pendant la durée de mise en œuvre du projet ?</li> </ul>		
<p><b><u>Pour les CPP uniquement</u></b></p>		

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les dépenses de personnel Siège directement imputées au projet sont-elles bien justifiées et correspondent-elles bien à du temps <u>exclusivement consacré aux activités</u> de la CPP ?</li> <li>- Les investissements réalisés (construction, réhabilitation d'infrastructures ou gros équipements) représentent-ils bien moins de 40% du budget total de la CPP ?</li> <li>- L'OSC a-t-elle bien contribué en fonds d'origine privée à hauteur de 5% minimum (en argent et non en valorisations) à la CPP ?</li> </ul>		
--	--	--

<b>2. LIVRABLES ATTENDUS</b>	<b>Oui, transmis à l'AFD</b>	<b>Non, pourquoi ?</b>
<p><b>Un rapport d'audit, apportant des commentaires sur chacun des contrôles ainsi que le montant des dépenses déclarées inéligibles</b> et incluant notamment une évaluation sur les appels d'offres, les rétrocessions, les ressources du projet et les valorisations réalisées au cours du projet.</p>		
<p><b>Une lettre de management reprenant les principales conclusions du rapport de vérification des dépenses et formulant les principales recommandations.</b></p>		

### **XI.3 Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social**

Intitulé de l'appel d'offres : \_\_\_\_\_ (le  
"Marché")

A : \_\_\_\_\_ (le "Maître  
d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
  - 2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché<sup>8</sup>;
  - 2.3) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;
  - 2.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.6) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.7) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse

---

<sup>8</sup> Dans l'hypothèse d'une telle condamnation, vous pouvez joindre à cette Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettront d'estimer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du marché financé par l'AFD.

électronique <http://www.worldbank.org/debarr><sup>9</sup>;

2.8) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

ii. avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;

iii. être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial<sup>10</sup>.

5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.

6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler

---

<sup>9</sup> Dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, vous pouvez joindre à cette Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettront d'estimer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du marché financé par l'AFD.

<sup>10</sup> Article à supprimer le cas échéant en cas de marché conclu avec une entreprise publique sans mise en concurrence.

intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de<sup>11</sup> \_\_\_\_\_

En date du : \_\_\_\_\_ jour de : \_\_\_\_\_

---

<sup>11</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du Groupement. La personne signant l'offre au nom du Soumissionnaire joindra à l'Offre le Pouvoir confié par le Soumissionnaire.